

DÉBAT



La ministre du Travail Muriel Pénicaud a réalisé en une journée 1,7 million de plus-value grâce à la montée des actions de Danone, alors qu'elle venait d'annoncer un plan social.

Monique Pinçon-Charlot

# Les riches coûtent « un pognon de dingue »

La sociologue Monique Pinçon-Charlot et le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, ont évoqué sur le stand confédéral le pillage de l'État par les riches.

**S**uppression de l'ISF, reconduction du CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi), baisse de l'impôt sur les sociétés, création de la flat tax... les cadeaux fiscaux offerts par Emmanuel Macron aux plus riches s'élèvent à des milliards d'euros. Ce sont bien les riches qui coûtent « un pognon de dingue » à l'État. « Avec Emmanuel Macron, on est passé à une dimension qui n'a plus rien à voir avec Nicolas Sarkozy et son bouclier fiscal d'un million d'euros. Là, ce sont 50 milliards d'euros donnés sans condition aux plus riches », rappelle Monique Pinçon-Charlot, qui vient de publier avec Michel Pinçon *Le Président des ultras-riches*. La sociologue dresse en filigrane le portrait d'un pouvoir au service de la bourgeoisie.

## « Une classe de prédateurs »

Pour rappel, l'Assemblée nationale est constituée de 0,2 % d'ouvriers alors qu'ils représentent 20 % de la société, tandis que les cadres et les professions intellectuelles supérieures représentent 76 % des députés, contre 18% de la population active. Sur 32 ministres et secrétaires d'État, 15 sont millionnaires. La ministre du Travail Muriel Pénicaud détient le patrimoine le plus élevé avec notamment 5,9 millions d'euros de valeurs immobilières. « Avec ce pouvoir-là, l'État est pillé "par tous les bouts" par la classe oligarchique. Il faut rappeler que Muriel Pénicaud a fait en une journée 1,7 million de plus-value grâce à la montée des actions de Danone, alors qu'elle venait d'annoncer un plan social. Ce pouvoir défend les intérêts de l'oligarchie », témoigne Monique Pinçon-Charlot. Orchestré par Emmanuel Macron, ce pillage s'élève à des milliards d'euros, au détriment de l'État : « Pour la première fois, les revenus du capital vont être imposés à un plafond inférieur aux revenus des salariés. Ils ont raconté que la



flat tax, c'était un forfait à 30 %. C'est faux, c'est une imposition à 12,8 %. C'est dire la vigilance qu'il faut avoir pour lutter contre une classe de prédateurs. Ce ne sont pas des riches, ce sont des criminels. Ce n'est pas seulement de la délinquance en col blanc.

C'est criminel de par les conséquences que ça a pour nous tous. » Après trente ans d'enquête sociologique auprès des dynasties au pouvoir, la sociologue a posé un constat sans concession sur le nouveau visage du capitalisme et ses conséquences pour la démocratie et la planète. « On a vu le capitalisme passer d'un capitalisme paternaliste et national à un capitalisme prédateur et mondialisé. Le dérèglement climatique est très important à prendre en compte, car c'est la synthèse de cette réalité. » Les cadeaux faits aux plus riches se font en parallèle de la casse des services publics. « Aujourd'hui, il n'y a plus de secteur public. Emmanuel Macron essaie de manipuler les "gilets jaunes" en supprimant l'ENA. Mais supprimer l'ENA, c'est son job, c'est ce que lui demande l'oligarchie, car l'ENA forme quand même de petits

contre-pouvoirs au sein de l'appareil d'État. Or l'oligarchie veut que l'État soit libre pour que le renard entre dans le poulailler », estime Monique Pinçon-Charlot. Chaque cadeau fait aux riches se traduit par la casse des droits

sociaux : suppression de 120 000 emplois aidés avec la suppression d'un milliard d'euros, la baisse des APL à hauteur de 1,7 milliard d'euros, la ponction de la CSG. « Avec ce livre, on apprend qu'avec les 50 milliards de CICE, on pourrait éradiquer la pauvreté »,

## Il faut casser l'idée que l'on doit se partager la misère, pendant qu'eux se goinfrent

explique Philippe Martinez. « La première bataille est idéologique : il faut casser l'idée qu'on doit se partager la misère, pendant qu'eux se goinfrent. Il faut un minimum d'éducation politique et économique, pour mobiliser et répondre à l'idée qu'il n'y pas d'argent. Il faut savoir où chercher l'argent. Quand des soignants, parce qu'ils aiment leur métier, doivent aller jusqu'à acheter dans le supermarché d'en face du matériel pour travailler, ça montre qu'il faut éduquer et sensibiliser. » D'où ce slogan cher aux militants : de l'argent, il y en a, dans les poches du patronat. ■ Sophie Eustache